

**Délibération n° 10-5-3 du 30 novembre 2010**

**Modifiée par :**

- la délibération n° 11-1-5 du 27 avril 2011
- la délibération n° 12-2-6 du 2 mai 2012
- la délibération n° 12-5-7 du 28 novembre 2012
- la délibération n° 13-4-4 du 10 octobre 2013

## **INVESTISSEMENTS D'AVENIR**

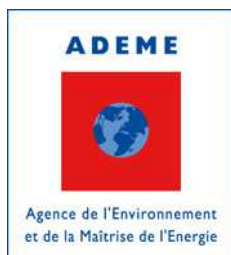
### **DISPOSITIF RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES**

#### **Avant-propos :**

*Ce document a pour but de faciliter la compréhension des règles en vigueur dans le cadre des Investissements d'Avenir de l'ADEME. Il joue ainsi le rôle de règlement financier destiné à faciliter la soumission des projets.*

*Ce document repose sur les bases juridiques suivantes :*

- l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative au programme d'Investissements d'Avenir,
- la convention signée le 3 août 2010 entre l'Etat et l'ADEME relative à l'action « démonstrateurs en énergies renouvelables et chimie verte » du programme « démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte »,
- la convention signée le 3 août 2010 entre l'Etat et l'ADEME relative à l'action « économie circulaire » du programme « démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte »,
- la convention signée le 6 octobre 2010 entre l'Etat et l'ADEME relative à l'action « réseaux électriques intelligents » du programme « développement de l'économie numérique »,
- la convention signée le 8 décembre 2010 entre l'Etat et l'ADEME relative à l'action « recherche en matière de construction automobile, construction ferroviaire et construction navale » du programme « véhicule du futur ».



## **INVESTISSEMENTS D'AVENIR**

### **DISPOSITIF RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES**

#### **Préambule :**

*En application des dispositions de l'article 8 de la loi 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au programme d'Investissements d'Avenir, l'Etat a confié à l'ADEME, par des conventions spécifiques, les fonctions d'opérateur pour gérer les crédits d'Investissements d'Avenir dans le cadre des actions définies en 1.1 ci-après.*

*Afin de faciliter la compréhension des règles en vigueur dans ce cadre, les présentes dispositions ont pour finalité, d'une part, de formaliser un cadre juridique adapté et sécurisé, et d'autre part, de permettre d'alléger les préoccupations juridiques des soumissionnaires aux projets concernés.*

## **1 – GENERALITES**

### **1.1 – Objectifs**

Le programme des Investissements d'Avenir est doté de 35 milliards d'euros de crédits complémentaires sur le budget de l'État, destinés à financer des investissements visant à augmenter le potentiel de croissance de la France. Ces crédits, intégralement versés au cours de l'année 2010 à différents organismes gestionnaires (établissements publics, fonds, sociétés, etc.), seront exclusivement destinés à financer des projets à haut potentiel pour l'économie, dans les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, des filières industrielles et des PME, du développement durable et de l'économie numérique. Ces crédits seront associés à des fonds privés et à des fonds d'autres collectivités publiques, afin de créer un effet de levier sur l'ensemble des acteurs.

Par ces nouveaux investissements, le Gouvernement a pour objectif :

- d'accélérer le rythme d'innovation de la France, afin de remédier à la chute de la croissance de la productivité constatée au cours des dernières années ;
- de faire de l'enseignement supérieur un moteur essentiel de la croissance, dans un environnement de concurrence internationale pour lequel la qualité de la formation de la main d'oeuvre constituera un avantage stratégique indispensable ;
- de renforcer l'effort en matière de recherche et de développement et de mieux valoriser la recherche fondamentale ;

- de placer la France parmi les pays les plus avancés en matière de croissance verte et de préserver ainsi la durabilité de notre modèle de croissance.

Dans ce cadre, l'ADEME s'est vu confier par l'Etat la gestion des crédits d'Investissements d'Avenir dans le cadre des actions suivantes :

- « réseaux électriques intelligents » (du programme « développement de l'économie numérique »),
- « recherche en matière de construction automobile, construction ferroviaire et construction navale » (du programme « véhicule du futur »),
- « économie circulaire » (du programme « démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte »),
- « démonstrateurs en énergies renouvelables et chimie verte » (du programme « démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte »).

Les principaux objectifs poursuivis à travers la mise en œuvre de ces actions sont les suivants :

- promouvoir les technologies et organisations innovantes dans le domaine des réseaux intelligents pour la distribution et la consommation électriques et l'intégration des énergies renouvelables,
- promouvoir le développement des technologies et organisations innovantes et durables en matière de déplacements terrestres et maritimes conduisant à des gains significatifs de consommation, à une diminution des rejets de gaz à effet de serre comme à l'amélioration de la sécurité et de la sûreté,
- développer les applications de pointe de l'économie circulaire (collecte, tri et valorisation des déchets, dépollution, éco-conception des produits et services) afin, d'une part, de permettre de développer une offre industrielle dans le domaine de l'économie circulaire, et d'autre part, de conforter la compétitivité de l'industrie nationale ou en lui offrant des technologies lui permettant de réduire sensiblement son empreinte environnementale,
- promouvoir le développement des technologies et organisations innovantes dans le domaine des énergies décarbonées qui présentent des opportunités d'activités économiques durables dans un contexte concurrentiel, en intervenant notamment sur les maillons de la chaîne de l'innovation qui présentent des carences de marché en termes de financement privé,
- développer les recherches expérimentales et les développements sur la chimie du végétal,
- promouvoir, par le soutien à la création et au déploiement, les filières énergétiques porteuses d'avenir en termes économiques.

## **1.2 – Champ d'application**

Le présent dispositif concerne les interventions de l'ADEME, réalisées au nom et pour le compte de l'Etat, pour le financement des actions entrant dans le champ du point 1.1 ci-dessus.

Le financement des projets d'Investissements d'Avenir pourra se faire notamment par le biais de<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> La liste des formes d'intervention financière n'étant pas exhaustive

- subventions directes,
- subventions ouvrant droit au versement de redevances de propriété intellectuelle,
- avances remboursables,
- interventions en fonds propres ou quasi fonds propres, directes ou par le biais de filiales (prises de participation, droit ou nantissement sur le capital d'une société),
- dotation à un établissement bancaire pour bonifications de prêt,
- garantie par dotation à des fonds dédiés,
- ...

Compte tenu de la liberté laissée aux porteurs de projet de proposer des mécanismes d'intéressement financier de l'Etat en cas de réussite des projets, cette liste est susceptible d'être complétée.

Ces différents instruments financiers pourront être utilisés soit séparément, soit de manière combinée. D'une manière générale, toutefois, les interventions en fonds propres ou quasi fonds propres et les avances remboursables sont davantage adaptés aux projets de création ou de développement d'activités marchandes (capitalisation de nouveaux acteurs économiques, projet d'infrastructures ou de création d'actifs valorisables, développements commerciaux), les subventions, elles, au soutien à la R&D, notamment dans les phases de recherche amont.

Les dispositions qui suivent dans le présent dispositif pourront être adaptées selon la nature du financement envisagé.

Les bénéficiaires des interventions financières de l'ADEME sont les personnes morales exerçant une activité économique ou non.

Il s'agit notamment des organismes publics et privés de recherche, des universités et structures assimilées, des établissements publics scientifiques et technologiques, des établissements publics à caractère industriel et commercial, des fondations et des associations, des collectivités, des entreprises, des laboratoires de recherche.

Le présent dispositif ne s'applique pas aux entreprises en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté<sup>2</sup>.

Le présent dispositif s'applique en dépit de toutes dispositions contraires contenues dans la convention de financement, dans le pacte d'actionnaires ou dans tout document dont le bénéficiaire pourrait se prévaloir.

### **1.3 – Conditions spécifiques aux interventions en fonds propres ou quasi fonds propres**

D'une façon générale, les dispositions prévues aux articles 2 et 3 ci-dessous ne sont pas applicables en l'état dans le cadre d'une intervention en fonds propres ou quasi fonds propres.

Les interventions en fonds propres ou quasi fonds propres feront l'objet d'un pacte d'actionnaires qui précisera notamment lorsque cela sera pertinent :

- Les conditions d'investissement de l'ADEME,

---

<sup>2</sup> JO C 244 du 1.10.2004

- Les conditions de suivi de l'avancement du projet et de développement de l'entreprise,
- Les conditions et modalités des retours financiers à l'ADEME,
- Les règles concernant la propriété intellectuelle (notamment sur la gestion des brevets).

L'ADEME réalisera les interventions en fonds propres ou quasi fonds propres en tant qu'investisseur avisé au sens de la pratique usuelle de la Commission européenne et validé par la CJUE.

Dans le cas d'un projet collaboratif de recherche, l'accord de consortium précisera les droits et obligations de chaque partenaire, au regard notamment de la valorisation des résultats obtenus au terme des recherches et de leur propriété intellectuelle.

La politique d'investissement de l'ADEME figure en annexe 1 du présent dispositif.

#### **1.4 – Bases juridiques**

Les bases juridiques des aides de l'ADEME sont notamment<sup>3</sup> les suivantes :

- encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation du 30 décembre 2006,
- lignes directrices concernant les aides d'Etat à la protection de l'environnement du 1<sup>er</sup> avril 2008,
- règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 800/2008 du 6 août 2008,
- régime d'aides de l'ADEME exempté de notification relatif aux aides à la RDI et en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre des Investissements d'Avenir SA 32466 (2011/X).

#### **1.5 – Définitions**

« **Organisme de recherche** » : une entité, telle qu'une université ou un institut de recherche, quel que soit son statut légal (organisme de droit public ou privé) ou son mode de financement, dont le but premier est d'exercer des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental et de diffuser leurs résultats par l'enseignement, la publication ou le transfert de technologie ; les profits sont intégralement réinvestis dans ces activités, dans la diffusion de leurs résultats ou dans l'enseignement ; les entreprises qui peuvent exercer une influence sur une telle entité, par exemple en leur qualité d'actionnaire ou de membre, ne bénéficient d'aucun accès privilégié à ses capacités de recherche ou aux résultats qu'elle produit ;

« **Intensité de l'aide** » : le montant brut de l'aide exprimé en pourcentage des coûts admissibles. Tous les chiffres utilisés sont des montants avant impôts ou autres prélèvements ;

« **Petites et moyennes entreprises** » ou « **PME** », « **petites entreprises** » et « **entreprises moyennes** » : les entreprises au sens de l'annexe I du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 (RGEC). La définition des PME figure en annexe 2 du présent dispositif ;

---

<sup>3</sup> La liste n'étant pas exhaustive, les aides pouvant également, le cas échéant, être accordées sur la base de toute autre réglementation communautaire spécifique.

« **Grandes entreprises** » : les entreprises ne répondant pas à la définition des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 (RGEC) ;

« **Recherche fondamentale** » : des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris essentiellement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements de phénomènes ou de faits observables, sans qu'aucune application ou utilisation pratiques ne soient directement prévues ;

« **Recherche industrielle** » : la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. Elle comprend la création de composants de systèmes complexes, nécessaire à la recherche industrielle, notamment pour la validation de technologies génériques, à l'exclusion des prototypes visés au point ci-dessous ;

« **Développement expérimental** » : l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et de techniques scientifiques, technologiques, commerciales et autres existantes en vue de produire des projets, des dispositifs ou des dessins pour la conception de produits, de procédés ou de services nouveaux, modifiés ou améliorés. Il peut s'agir notamment d'autres activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés et de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent. Ces activités peuvent porter sur la production d'ébauches, de dessins, de plans et d'autres documents, à condition qu'ils ne soient pas destinés à un usage commercial.

La création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables relève également du développement expérimental lorsque le prototype est nécessairement le produit fini commercial et lorsqu'il est trop onéreux à produire pour être utilisé uniquement à des fins de démonstration et de validation. En cas d'usage commercial ultérieur de projets de démonstration ou de projets pilotes, toute recette provenant d'un tel usage doit être déduite des coûts admissibles.

La production expérimentale et les essais de produits, de procédés et de services peuvent également bénéficier d'une aide, à condition qu'ils ne puissent être utilisés ou transformés en vue d'une utilisation dans des applications industrielles ou commerciales.

Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication, services existants et autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations ;

« **Avance remboursable** » : une aide en faveur d'un projet versée en une ou plusieurs tranches dont les conditions de remboursement dépendent de l'issue du projet ;

« **Innovation de procédé** » : la mise en oeuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée (cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel). Les changements ou les améliorations mineurs, un accroissement des moyens de production ou de service par l'adjonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, le

commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés ne sont pas considérés comme des innovations de procédés ;

« **Innovation d'organisation** » : la mise en oeuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de l'entreprise. Les changements dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà utilisées dans l'entreprise, les changements dans les pratiques commerciales, les fusions et les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, les modifications saisonnières régulières et autres changements cycliques, le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés ne sont pas considérés comme des innovations d'organisation ;

« **Pôles d'innovation** » : des groupements d'entreprises indépendantes — jeunes pousses innovantes, entreprises petites, moyennes ou grandes et organismes de recherche — actifs dans un secteur et dans une région particuliers et destinés à stimuler l'activité d'innovation en encourageant les interactions intensives, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de technologie, à la mise en réseau et à la diffusion de l'information entre les entreprises qui constituent le pôle. Il est souhaitable que l'État membre recherche un équilibre entre PME et grandes entreprises au sein du pôle, en vue d'atteindre une masse critique, notamment par la spécialisation dans un domaine donné de RDI, et en tenant compte des pôles d'innovation qui existent déjà dans l'État membre lui-même et dans l'Union européenne ;

« **Protection de l'environnement** » : toute action visant à réparer ou à prévenir une atteinte au milieu physique ou aux ressources naturelles par les propres activités du bénéficiaire, à réduire le risque d'une telle atteinte ou à entraîner une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles, y compris les actions en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables ;

« **Sources d'énergie renouvelables** » : les sources d'énergie non fossiles renouvelables : énergie éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice, marémotrice et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz ;

« **Biomasse** » : la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (y compris les substances végétales et animales), de la sylviculture et de ses industries connexes, ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux ;

« **Biocarburant** » : un combustible liquide ou gazeux utilisé pour le transport et produit à partir de la biomasse ;

« **Energie produite à partir de sources d'énergie renouvelables** » : énergie produite par des installations utilisant exclusivement des sources d'énergie renouvelables, ainsi que la part, en termes calorifiques, d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans les installations hybrides utilisant également des sources d'énergie classiques. Elle inclut l'électricité renouvelable utilisée pour remplir les systèmes de stockage, mais elle exclut l'électricité produite à partir de ces systèmes ;

« **Aide** » : toute mesure remplissant tous les critères énoncés à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE (maintenant article 107 TFUE) ;

« **Intervention en fonds propres ou quasi fonds propres** » : toute mesure permettant ou pouvant permettre à l'ADEME de contrôler immédiatement ou à terme une partie du capital d'une entreprise ;

« **Bénéfices d'exploitation** » : aux fins de la détermination des coûts admissibles, notamment les économies de coûts ou de production accessoire additionnelle en liaison directe avec les investissements supplémentaires réalisés pour protéger l'environnement et, le cas échéant, les avantages découlant d'autres mesures de soutien, qu'elles constituent ou non une aide d'État (aide au fonctionnement accordée pour les mêmes coûts admissibles, prix de rachat ou autres mesures de soutien). En revanche, les recettes provenant de la vente par l'entreprise de permis échangeables octroyés dans le cadre du système européen d'échange ne sont pas considérées au sens du droit communautaire comme des bénéfices d'exploitation ;

« **Coûts d'exploitation** » : aux fins de la détermination des coûts admissibles, notamment les coûts de production supplémentaires découlant de l'investissement supplémentaire pour la protection de l'environnement ;

« **Actifs corporels** » : aux fins de la détermination des coûts admissibles, les investissements en terrains qui sont strictement nécessaires pour satisfaire à des objectifs environnementaux, des investissements en bâtiments, en installations et en équipements destinés à réduire ou à éliminer les pollutions ou les nuisances ou des investissements destinés à adapter les méthodes de production en vue de protéger l'environnement ;

« **Actifs incorporels** » : aux fins de la détermination des coûts admissibles, les dépenses liées au transfert de technologies sous forme d'acquisition de licences d'exploitation ou de connaissances techniques brevetées et non brevetées pour autant que les conditions suivantes soient remplies, les actifs incorporels doivent :

- i) être considérés comme des éléments d'actifs amortissables ;
- ii) être acquis aux conditions du marché, auprès d'entreprises dans lesquelles l'acquéreur ne dispose d'aucun pouvoir de contrôle direct ou indirect ;
- iii) figurer à l'actif de l'entreprise, demeurer et être exploités dans l'établissement du bénéficiaire de l'aide pendant au moins cinq ans à compter de l'octroi de l'aide, sauf si ces actifs incorporels correspondent à des techniques manifestement dépassées. En cas de revente au cours de ces cinq ans, le produit de la vente doit venir en déduction des coûts admissibles, et donner lieu, le cas échéant, à un remboursement partiel ou total du montant de l'aide ;

« **Coût de l'opération** » : coût total des dépenses de l'opération pouvant inclure des dépenses d'étude, de recherche, de fonctionnement, d'équipement, ainsi que des dépenses connexes ;

« **Notification** » : la date d'envoi au bénéficiaire d'un exemplaire signé par l'ADEME de la convention de financement. Cette date figure sur la convention de financement ;

« **Durée de l'opération** » : la durée de réalisation de l'opération conformément au calendrier figurant à l'annexe « projet » ;



« **Durée d'exécution de l'opération** » : la période exprimée en mois qui débute à la date de notification et qui se termine à la date de fin de l'opération ;

« **Durée de la convention de financement** » : la durée de validité de la convention qui débute à la date de notification et qui se termine à la date de fin des obligations contractuelles respectives de l'ADEME et du bénéficiaire. Cette durée intègre la période de versement de l'aide et, le cas échéant, la période des retours financiers ;

« **La fin de l'opération** » : la date d'échéance de la durée d'exécution de l'opération fixée dans la convention de financement ;

« **Dépenses d'équipement** » : dépenses pour acquérir des actifs, tels que des immeubles industriels ou tout autre équipement favorisant le développement de l'activité ou modernisant ceux déjà possédés ;

« **Dépenses de fonctionnement** » : dépenses inhérentes à l'activité de l'organisme, à l'exclusion des dépenses d'équipement.

## **1.6 – Durée**

Le présent dispositif entrera en vigueur à compter de son autorisation par le Conseil d'administration de l'ADEME et pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2020.

Toute révision du présent dispositif devra se faire dans le respect des règles de parallélisme des formes, après approbation des instances qui ont adopté le texte initial.

## **2 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES**

### **2.1 – Détermination des aides financières**

#### **2.1.1 – Critères d'éligibilité**

Le montant de l'aide sera calculé sur la base des coûts de l'opération, dans la mesure où ceux-ci peuvent être considérés comme éligibles.

Les critères d'éligibilité des projets seront définis par les appels à manifestation d'intérêt (AMI).

En tout état de cause, les dépenses éligibles pour le calcul de la participation financière de l'ADEME sous forme de subventions, avances remboursables, subventions avec redevances de propriété intellectuelle, bonifications de prêt, garantie, sont les coûts strictement rattachés à la réalisation de l'opération.

Ces dépenses éligibles peuvent être classées en deux catégories de dépenses :

- les dépenses directes, c'est-à-dire les dépenses directement et exclusivement liées à l'opération,
- les dépenses connexes (ou dépenses indirectes), c'est-à-dire les dépenses qui concourent à la réalisation de l'opération sans toutefois pouvoir être directement

attribuées à celle-ci<sup>4</sup>. Le montant forfaitaire de ces dépenses est calculé de la façon suivante : 20 % des dépenses de personnel + 40 % (dépenses de personnel + 20 % des dépenses de personnel) + 7 % (coût total de l'opération - dépenses de personnel).

- Soit en formule simplifiée : 61% des dépenses de personnel + 7% du coût total de l'opération.

A titre d'exemple, les coûts suivants pourront être éligibles :

- les dépenses de personnel à l'exclusion de celles imputées sur le budget de la fonction publique de l'Etat, des collectivités territoriales et hospitalière,
- les dépenses d'investissement en terrains, en bâtiments, en installations et en équipement,
- les coûts des instruments et du matériel,
- les coûts de sous-traitance,
- les frais de mission,
- les dépenses liées au transfert de technologies sous forme d'acquisition de licences d'exploitation ou de connaissances techniques brevetées et non brevetées, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales du marché,
- les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires.

Les refacturations internes au bénéficiaire sont acceptées sous réserve :

1. d'être calculé sur une base précise d'unités identifiées (heure / lots / etc...)
2. d'être justifiées de façon précise quant à leur quotité affectée au projet
3. pouvoir faire l'objet d'une certification par un comptable public, un commissaire aux comptes ou un expert comptable, quant à leur montant par unité choisie.

Toute autre imputation devra être spécifiquement justifiée en regard du caractère directement rattachable à l'opération.

## **2.1.2 – Nature et montant de l'aide**

Les aides attribuées par l'ADEME peuvent prendre des formes différentes, telles que précisées au point 1.2 du présent dispositif.

L'intensité de l'aide de l'ADEME ne peut dépasser les taux prévus au point 3.5 du présent dispositif.

En tout état de cause, les aides n'ont pas un caractère systématique et leur attribution, voire la modulation de leur montant, peuvent être fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour la mise en œuvre des actions entrant dans les domaines d'activité de l'ADEME.

## **2.2 – Procédure d'attribution des aides**

### **2.2.1 – Dossier d'aide**

Sauf cas particulier<sup>5</sup>, le bénéficiaire pourra être aidé une fois qu'il aura été sélectionné dans le cadre d'un appel à projet (appel à manifestation d'intérêt).

---

<sup>4</sup> Par nature, les dépenses connexes existent en dehors de l'exécution de l'opération subventionnée (ex : eau, électricité, loyers, ...)

Pour recevoir l'aide, le bénéficiaire doit fournir un dossier complet composé des pièces suivantes :

- une demande d'aide du bénéficiaire (ou acte de candidature),
- une présentation du bénéficiaire accompagnée le cas échéant de tout document permettant d'attester son existence et/ou sa solidité financière (ex : extrait K-Bis, bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices échus),
- une présentation de l'opération, des objectifs poursuivis et des résultats attendus,
- les nom, qualité et coordonnées du coordonnateur du projet,
- le lieu, la durée, le calendrier et les modalités de l'opération,
- pour les projets de recherche collaboratifs, les conditions dans lesquelles le consortium est constitué et comment ce dernier fonctionne,
- un estimatif détaillé du coût de l'opération,
- lorsque l'opération doit être réalisée par plusieurs personnes ayant donné pouvoir à l'une d'elles de les représenter auprès de l'ADEME, le mandat de représentation de chacune d'elles,
- un plan de financement de l'opération précisant l'origine et le montant des soutiens financiers,
- tous les renseignements administratifs et financiers nécessaires au versement de l'aide (ex : RIB),
- tout autre document ou information utile.

### **2.2.2 – Formalisation du financement**

L'octroi d'une aide donnera lieu à la signature d'une convention de financement entre le bénéficiaire et l'ADEME qui précisera notamment pour l'opération envisagée :

- l'identité du bénéficiaire,
- sa définition,
- la durée d'exécution du projet,
- la durée d'exécution de la convention,
- le montant global de l'opération et des dépenses éligibles,
- le montant et la nature de l'aide,
- les modalités et conditions de versement de l'aide,
- les dispositions concernant la propriété et droits d'utilisation des résultats,
- le cas échéant les modalités concernant d'éventuels retours financiers,
- les dispositions particulières le cas échéant,
- les annexes « projet » et « modalités financières » :
  - l'annexe « projet », en fonction de la nature et de l'objet de l'opération, comprend une description détaillée de l'opération, les modalités de coordination entre les différents partenaires dans le cas d'un projet collaboratif et les conditions de résiliation de l'aide en cas de remise en cause du caractère collaboratif de l'aide, les conditions de suivi du projet, les obligations de rendu en termes d'indicateurs du suivi de la bonne exécution du programme, les obligations de rendu en termes d'indicateurs d'évaluation du programme, les objectifs et les indicateurs de performances de l'opération, le contenu des rapports intermédiaires et du rapport final, les « livrables » permettant de déclencher les paiements, les jalons décisionnels permettant de valider ou non

---

<sup>5</sup> Par exemple, des interventions sur des projets stratégiques, sous forme majoritaire de prise de participation, de fonds de garantie, ou de bonification de prêts, pourront être décidées en dehors de la procédure d'appel à manifestation d'intérêt.

la poursuite du projet, la présentation du budget global de l'opération pour tous les bénéficiaires, et le cas échéant, un guide pour la rédaction des rapports.

- l'annexe « modalités financières » indique la répartition des dépenses de fonctionnement et d'équipement, les critères et modalités de calcul de l'aide accordée par l'ADEME et le cas échéant les modalités concernant d'éventuels retours financiers, le plan de financement de l'opération et le modèle d'état récapitulatif des dépenses et la liste des pièces justificatives à fournir pour le paiement de l'aide.

La convention de financement entre en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire.

### **2.2.3 – Conditions et modalités de versement de l'aide**

Les modalités de versement de l'aide financière par l'ADEME seront fonction notamment de la nature de l'opération, de sa durée et du montant de l'aide octroyée. Elles donneront lieu :

- 1 - soit à une avance et/ou un ou plusieurs versements intermédiaires et un versement pour solde,
- 2 - soit à des modalités particulières pour tenir compte de la spécificité de l'opération.

Le bénéficiaire de l'aide disposera d'un délai de six mois à compter de l'expiration de la durée d'exécution de l'opération pour fournir les éléments financiers nécessaires au paiement de l'aide. Aux termes de ce délai, l'ADEME lui adressera une lettre recommandée avec accusé réception lui précisant qu'il ne pourra plus prétendre à un quelconque versement au titre de la convention de financement concernée. Cette disposition s'appliquera immédiatement dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée susvisée.

Le paiement s'effectue pour :

- l'avance, dès la notification de la convention de financement sous réserve qu'elle soit signée par les parties. Le cas échéant, son versement est subordonné à la remise d'une caution bancaire du montant considéré,
- le ou les versement(s) intermédiaire(s), sur remise :
  - d'un rapport intermédiaire d'avancement du projet signé par le bénéficiaire ou par le coordonnateur du projet lorsqu'il a été désigné,
  - d'un état récapitulatif des dépenses effectuées depuis la date de demande d'aide ou depuis le paiement intermédiaire précédent, certifié exact par le bénéficiaire,
- le versement du solde, sur remise :
  - d'un rapport final d'exécution du projet, commun, sauf dérogation, à tous les partenaires au projet, signé par le bénéficiaire et par le chef de file ou par le coordonnateur du projet lorsqu'il a été désigné,
  - d'un état récapitulatif global des dépenses effectuées depuis la date de demande d'aide, certifié exact par le bénéficiaire, et qui pourra être visé :
    - pour les sociétés commerciales : par le commissaire aux comptes ou, à défaut, par l'expert comptable,
    - pour les établissements publics : par l'agent comptable, ou à défaut par le commissaire aux comptes,
    - pour les associations et autres organismes : par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable, ou à défaut par le contrôleur d'Etat s'il existe.

Le montant de l'aide versé, limité au montant fixé dans la convention de financement, est déterminé par application à chaque montant des dépenses éligibles réalisées, du ou des taux d'aide définis dans la convention de financement. A ce titre, le montant prévisionnel de l'aide peut être ajusté pour tenir compte des dépenses réellement exécutées.

Aucune dépense constatée par une facture antérieure à la date limite de dépôt des dossiers de candidature ou, à défaut, à la date d'accusé réception de la demande d'aide ne sera prise en compte.

L'ADEME pourra exiger du bénéficiaire pendant la durée d'exécution et pendant une période de trois années après la fin de l'opération, l'envoi de tout ou partie des pièces comptables.

La dépense afférente est liquidée et mandatée par le président de l'ADEME. Le mandatement des versements doit intervenir dans un délai de 45 jours comptés à partir de la date de réception par l'ADEME des justificatifs complets de la part du bénéficiaire.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'ADEME. L'ADEME se libérera des sommes dues au titre de la convention de financement par virement au crédit du compte ouvert au nom du bénéficiaire.

Si, du fait de l'ADEME, le paiement se trouvait différé de plus de 45 jours à compter de la date de mandatement et si le bénéficiaire s'est trouvé de ce fait dans l'obligation de s'adresser à un organisme de prêt, l'ADEME remboursera au bénéficiaire le montant des intérêts payés par ce dernier à l'organisme prêteur sur présentation des justificatifs correspondants et dans la limite d'un taux supérieur de deux points au taux de l'intérêt légal fixé par décret publié au début de l'année pour la durée de l'année civile.

## **2.3 – Conditions d'exécution de l'opération**

### **2.3.1 – Suivi de l'opération**

Un comité de suivi du projet composé des représentants de l'ADEME et du bénéficiaire sera mis en place. Ce comité aura pour objet de suivre la mise en œuvre du projet et notamment le niveau d'exécution budgétaire, l'avancement de l'opération et le respect du planning. A ce titre, les états récapitulatifs des dépenses et les rapports intermédiaires devront être remis à l'ADEME au moins 30 jours avant la tenue de ces réunions.

Au cas où le bénéficiaire envisagerait en cours de réalisation de modifier le contenu ou le déroulement de l'opération, il devra en avertir préalablement l'ADEME par écrit afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées. En tout état de cause, cette demande doit être formulée au plus tard un mois avant la fin de l'opération. L'ADEME, après analyse des motifs présentés et si la demande est acceptée, formalise alors son accord avant la fin de l'opération par voie d'avenant à la convention de financement.

La répartition prévisionnelle des dépenses peut être modifiée entre le poste de dépenses de fonctionnement et celui des dépenses d'équipement, dans les conditions suivantes :

- sans autorisation préalable dès lors que la modification n'excède pas 10 % du montant initial des dépenses éligibles à l'intérieur de chaque poste de dépenses ;

- sur demande du bénéficiaire et autorisation préalable de l'ADEME dès lors que la modification excède 10 % du montant initial des dépenses éligibles à l'intérieur de chaque poste de dépenses.
  - Pour les modifications n'excédant pas 20% du montant initial des dépenses éligibles à l'intérieur de chaque poste de dépenses, l'autorisation éventuelle est notifiée sous forme d'une lettre de l'ADEME ou par l'absence de réponse à la demande dans un délai de 2 mois.
  - L'autorisation éventuelle sera notifiée par voie d'avenant à la convention de financement pour les modifications excédant 20% du montant initial des dépenses éligibles à l'intérieur de chaque poste de dépenses.

De telles demandes de modification des postes de dépenses n'emportent aucune modification des modalités de soutien telles que définies dans la convention initialement conclue avec le bénéficiaire.

### **2.3.2 – Rapports et informations sur l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à respecter les indications qui lui sont données par l'ADEME pour la fourniture, la présentation et la diffusion des rapports intermédiaires et du rapport final de l'opération.

La remise d'un ou plusieurs rapports intermédiaires par le bénéficiaire pourra être exigée par l'ADEME selon une périodicité et dans les formes définies dans la convention de financement.

Dans le cas où, au vu notamment d'un rapport intermédiaire, l'ADEME constate que la capacité du bénéficiaire à mener le projet selon les modalités prévues initialement est mise en cause et/ou que l'avancement du projet présente un retard significatif par rapport au calendrier prévu, l'ADEME pourra décider, après avoir mis en demeure le bénéficiaire de présenter ses observations, de suspendre tout versement ou/et de mettre en œuvre les dispositions du point 2.3.3 du présent dispositif.

Au plus tard 45 jours avant la fin de l'opération, le bénéficiaire devra adresser à l'ADEME un rapport final faisant état de l'ensemble des résultats obtenus. A défaut d'observations de la part de l'ADEME dans le délai de 45 jours suivant la date de réception du rapport final, celui-ci est réputé approuvé et définitif.

Les rapports devront systématiquement être remis à l'ADEME accompagnés d'une version électronique.

A défaut de remise des rapports intermédiaires et du rapport final dans les délais prévus dans la convention de financement, les dispositions du point 2.3.3 seront applicables.

### **2.3.3 – Résiliation**

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie de ses obligations au titre du présent dispositif et de la convention de financement, l'ADEME, sans préjudice de tout autre versement dû par le bénéficiaire à titre de pénalités par application de la convention de financement, est en mesure de retirer unilatéralement le bénéfice de l'aide après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa date d'envoi.

En cas de non respect de la durée d'exécution de l'opération prévue dans la convention de financement sans qu'un avenant à la convention de financement ait pu formaliser une prolongation de la durée d'exécution initiale, l'ADEME est en mesure de retirer unilatéralement le bénéfice de l'aide par simple notification.

Par ailleurs, en cas de fusion, cession ou apports partiels d'actifs, modifications de la répartition du capital du bénéficiaire conduisant à céder à une autre société française ou étrangère tout ou partie du savoir-faire et des droits de la propriété intellectuelle en tous pays et pour toutes applications sur les résultats de l'opération aidée, ou dans l'hypothèse où le bénéficiaire ferait l'objet d'une procédure collective, l'ADEME est en mesure de retirer unilatéralement le bénéfice de l'aide par simple notification.

Dans tous les cas de décisions de retrait du bénéfice de l'aide définis ci-dessus, le bénéficiaire ne pourra plus dès lors prétendre à un quelconque versement de l'ADEME qui pourra, par ailleurs, exiger le reversement total des aides déjà perçues.

Le reversement de l'aide s'entend du reversement du montant actualisé de l'aide versée par application du taux d'actualisation communiqué par la Commission européenne en vigueur au jour de la notification de la convention de financement.

La date du retrait du bénéfice de l'aide est celle de sa notification ou celle de l'événement impliquant automatiquement le retrait. A cette date, la convention de financement est annulée dans tous ses droits et effets.

Le non exercice par l'ADEME des droits décrits ci-dessus n'emporte pas leur abandon. De plus, les dispositions du présent article ne font pas obstacle à toute autre action de droit.

## **2.4 – Conditions et modalités des retours financiers à l'ADEME**

Les retours financiers au profit de l'ADEME pourront prendre les formes suivantes :

- rémunération des fonds prêtés,
- remboursement des avances remboursables modulé en fonction de la réussite totale ou partielle, ou de l'échec, de l'opération,
- réalisation des prises de participation,
- redevances de propriété intellectuelle sur les cessions ou licences d'exploitation des inventions ou procédés nouveaux auxquels l'aide de l'ADEME aura contribué,
- autres intéressements.

Les conditions de ces retours financiers seront précisées dans la convention de financement signée entre l'ADEME et le bénéficiaire.

Pour ce qui concerne les avances remboursables, dont le principe est d'accompagner la prise de risque associée à l'innovation, des retours financiers vers l'ADEME sont prévus dans le cadre de la convention de financement. Les conditions de ces retours financiers (durée et modalités des remboursements) seront négociées avec le bénéficiaire.

Les remboursements des avances seront fonction des résultats effectifs du projet. Par principe, le montant des remboursements dépendra du nombre d'unités d'œuvre produites ou commercialisées. Exceptionnellement, lorsqu'il ne sera pas possible d'associer les retours financiers à une unité d'œuvre physique explicite induite par le projet, le remboursement des avances pourra se faire par des échéances fixes.

En cas d'échec du projet, l'avance n'est pas intégralement remboursée par le bénéficiaire. Néanmoins, dans le cas où les résultats de production ou de commercialisation s'avèrent

inférieurs à une limite fixée en début de programme déterminant le seuil d'échec complet du projet, et sans raisons factuelles de marché, l'avance pourra être intégralement remboursée.

En cas de succès partiel au-delà du seuil d'échec complet du projet, le remboursement sera proportionnel au degré de réussite du projet.

En cas de succès au-delà du seuil de réussite du projet, des versements complémentaires au-delà du remboursement de l'avance pourront être exigés pendant une durée et/ou jusqu'à un plafond maximum définis dans la convention de financement.

### **3 – DISPOSITIONS FINALES**

#### **3.1 – Engagement des bénéficiaires**

Pour l'octroi de l'aide financière de l'ADEME, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser l'opération, objet de l'aide dans la durée d'exécution prévue et à affecter l'aide obtenue à sa réalisation,
- ne pas renoncer à l'exécution de tout ou partie de l'opération sans juste motif, le juste motif s'entendant soit d'une augmentation des coûts de revient pour la production des produits ne permettant pas au bénéficiaire de rester compétitif, soit de la modification de la situation concurrentielle ou des attentes du marché qui rendent le déploiement industriel et la commercialisation des produits économiquement indésirables pour le bénéficiaire,
- ne procéder à aucune réorientation de l'opération en cours d'exécution sans l'accord préalable de l'ADEME,
- respecter les conditions administratives et techniques générales et particulières fixées par l'ADEME pour la réalisation de l'opération,
- tenir l'ADEME informée du déroulement de l'opération, des difficultés éventuellement rencontrées, ainsi que de toute modification ou abandon de l'opération,
- tenir informée l'ADEME de toute modification substantielle (régime juridique, capital, dirigeants, ...) l'affectant, l'ADEME se réservant le droit de revoir à la baisse l'aide en cas de changement d'actionnariat du bénéficiaire ayant pour effet de modifier la taille de l'entreprise au sens communautaire,
- assumer la responsabilité des dommages occasionnés aux biens ou aux personnes à l'occasion de la réalisation de l'opération dont l'exécution relève de son domaine exclusif,
- fournir le plan prévisionnel de financement de l'opération faisant apparaître la nature et l'origine des financements publics et privés, effectivement reçus ou sollicités ou simplement envisagés,
- informer l'ADEME des différentes phases de mise au point de l'opération et du calendrier prévisionnel d'exécution,
- remettre, si la nature de l'opération le justifie, un ou plusieurs rapports d'avancement et un rapport final de l'opération, le tout en deux exemplaires,
- associer l'ADEME à la mise au point d'une action d'information du public, en particulier par la pose d'un panneau sur le site de réalisation de l'opération mentionnant la participation financière de l'ADEME au titre des investissements d'avenir,



- consulter par écrit l'ADEME préalablement à toute promotion commerciale ou non de l'opération aidée, par voie de publicité, quel qu'en soit le support, afin que l'ADEME juge de l'opportunité d'apposer sur ce support la formule « opération réalisée avec le concours des Investissements d'Avenir de l'Etat confiés à l'ADEME », accompagnée le cas échéant du visuel du programme des investissements d'avenir et du logo de l'ADEME,
- demander par écrit à l'ADEME, en cas de diffusion du rapport final, si elle désire le préfacier ou y inclure des conclusions,
- exonérer l'ADEME et l'État de toute responsabilité en cas de décision de la Commission européenne d'incompatibilité communautaire de l'aide avec les dispositions communautaires en vigueur en la matière,
- prévenir l'ADEME en cas de cession des équipements aidés,
- autoriser l'ADEME à visiter ou faire visiter les installations,
- autoriser l'ADEME à effectuer ou faire effectuer par toute personne dûment mandatée par ses soins, tout contrôle nécessaire permettant de vérifier si les résultats techniques obtenus et les dépenses correspondantes ont été conformes aux objectifs et prévisions de l'opération aidée,
- conserver toutes les pièces se rapportant à l'opération aidée et à les archiver en respectant les dispositions légales et réglementaires applicables.

En cas de manquement à tout ou partie des engagements visés ci-dessus, l'ADEME est alors en mesure de réclamer le reversement de l'aide accordée initialement en application de l'article 2.3.3 susvisé.

Par ailleurs, l'ADEME pourra faire mandater aux frais du bénéficiaire, et dans la limite des 3% des sommes allouées, tout audit, contrôle ou expertise externe qu'elle pourra déclencher au vu des résultats du projet ou en fonction de sa propre politique interne de contrôle. Le bénéficiaire est tenu de tenir à la disposition des personnes en charge de ces audits, contrôles ou expertises externes les pièces nécessaires à leur bon déroulement. En cas de refus ou manquement au principe de coopération sincère et de bonne foi, l'ADEME sera en mesure de réclamer de plein droit le reversement de l'aide accordée initialement en application de l'article 2.3.3 susvisé. Les informations recueillies au cours de ce contrôle resteront confidentielles et à l'usage exclusif de l'ADEME.

L'ADEME se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du projet dans un délai maximum de soixante mois à compter de la fin des travaux. Cette évaluation sera réalisée à la charge de l'ADEME. Le bénéficiaire sera informé du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par l'ADEME. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêt entre le bénéficiaire et l'expert.

### **3.2 – Caractère collectif du projet**

Dans le cas d'un projet de recherche mis en œuvre par plusieurs partenaires, un accord de consortium précisant les droits et obligations de chacun devra être élaboré avant signature des conventions de financement par les partenaires, et signé pour les versements autres que l'avance à notification.

Les partenaires s'engagent à informer l'ADEME de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de cet accord, en particulier lorsque l'un d'entre eux décide d'abandonner les

tâches de recherche dont il a la responsabilité ou lorsque les partenaires souhaitent qu'un nouveau partenaire participe au projet.

Dans l'hypothèse où l'accord serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un des partenaires, l'ADEME se réserve le droit de réexaminer l'aide attribuée à chacun d'eux.

### **3.3 – Confidentialité et propriété intellectuelle**

#### **3.3.1 – Confidentialité**

Par principe, tous les documents et toute autre information appartenant au bénéficiaire et communiqués à l'ADEME sur quelque support que ce soit ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la convention de financement, sont considérés comme confidentiels, dès lors que le bénéficiaire en fait la demande.

A ce titre, la convention de financement régira les règles concernant cette confidentialité.

Par exception, ne sont pas considérées comme confidentielles les informations relevant déjà du domaine public ou devenant publiques par leur divulgation ou leur publication.

#### **3.3.2 – Propriété des résultats**

Dans le cas d'un projet collaboratif de recherche, l'accord de consortium précisera les droits et obligations de chaque partenaire, au regard notamment de la valorisation des résultats obtenus au terme des recherches et de leur propriété intellectuelle.

En dehors de cette hypothèse, la convention de financement entre l'ADEME et le bénéficiaire régit les règles concernant la propriété des résultats de l'opération.

Lorsque le projet comporte des actions de recherche et de développement de nature à aboutir à un dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition, le bénéficiaire devra en informer l'ADEME par expédition d'une copie du dépôt dans un délai d'un mois.

Le bénéficiaire est tenu d'avertir l'ADEME de toute intention de cession du brevet en cause. Il lui revient d'attendre l'accord de l'ADEME pour procéder à cette cession. En cas de silence de l'ADEME pendant un délai supérieur à un mois après la saisine, le bénéficiaire disposera de toute liberté d'action.

A défaut d'accord, le reversement total des aides accordées pourra être exigé si le bénéficiaire a procédé à la cession du brevet.

### **3.4 – Notification individuelle**

Pour permettre à la Commission européenne de procéder à une appréciation plus détaillée de toute aide d'un montant substantiel et de déterminer si cette aide est compatible avec le marché commun, tout projet devra être individuellement notifié à la Commission lorsque l'aide excède les montants suivants :

- si le projet consiste à titre principal en de la recherche fondamentale, 20 millions d'euros par entreprise et par projet ;
- si le projet consiste à titre principal en de la recherche industrielle, 10 millions d'euros par entreprise et par projet ;
- pour tous les autres projets, 7,5 millions d'euros par entreprise et par projet.

L'ADEME accompagnera le bénéficiaire dans le cadre de la procédure de notification individuelle à la Commission européenne.

Afin de déterminer le seuil approprié applicable aux aides en faveur des projets de recherche et de développement, un projet est considéré comme consistant «à titre principal» en de la recherche fondamentale ou «à titre principal» en de la recherche industrielle si plus de la moitié des coûts admissibles du projet sont liés à des activités relevant de la catégorie de la recherche fondamentale ou de la recherche industrielle, respectivement. Si le caractère principal du projet ne peut être établi, le seuil inférieur est appliqué.

Cet examen approfondi par la Commission a pour objet de garantir que les montants élevés d'aides ne faussent pas la concurrence dans une mesure contraire à l'intérêt commun, mais qu'elles contribuent bien à ce dernier.

### **3.5 – Cumul des aides publiques**

Pour les bénéficiaires non soumis au secteur concurrentiel, le financement pourra atteindre 100 % du coût de l'opération.

Pour les bénéficiaires relevant du secteur concurrentiel, les aides de l'ADEME, cumulées avec d'autres aides publiques, doivent également respecter les dispositions suivantes :

#### ***3.5.1. Aides en faveur des projets de RDI***

Sauf exception, le cumul des aides publiques doit respecter les intensités d'aide maximum autorisées par le régime d'aides de l'ADEME exempté de notification SA 32466 (2011/X), à savoir :

<b>Activité de recherche</b>	<b>Petites entreprises</b>	<b>Entreprises moyennes</b>	<b>Grandes entreprises</b>
<b>Recherche fondamentale</b>	100 % des coûts éligibles	100 % des coûts éligibles	100 % des coûts éligibles
<b>Recherche industrielle</b>	70 % des coûts éligibles	60 % des coûts éligibles	50 % des coûts éligibles
<b>Développement expérimental</b>	45 % des coûts éligibles	35 % des coûts éligibles	25 % des coûts éligibles

Une prime de 15 points de pourcentage peut être ajoutée (avec un maximum d'intensité d'aide de 80 %) si l'une des conditions suivantes est remplie :

- le projet repose sur une coopération effective (pas de sous-traitance) entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre et les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
  - 1) aucune entreprise ne supporte seule plus de 70 % des coûts admissibles du projet de coopération,
  - 2) le projet doit prévoir une coopération avec au moins une PME.

- le projet repose sur une coopération effective (pas de sous-traitance) entre une entreprise et un organisme de recherche et les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
  - 1) l'organisme de recherche en question supporte au moins 10 % des coûts admissibles du projet,
  - 2) l'organisme de recherche a le droit de publier les résultats des projets de recherche dans la mesure où ils sont issus de recherches qu'il a lui-même effectuées.

Les aides octroyées sur la base de ce régime pourront prendre la forme de subventions directes, d'avances remboursables, de prêts ou de garanties.

### ***3.5.2. Aides en faveur des projets d'investissements pour la protection de l'environnement (hors RDI)***

Sauf exception, le cumul des aides publiques doit respecter les intensités d'aide maximum autorisées par le régime d'aides de l'ADEME exempté de notification SA 32466 (2011/X), à savoir :

<b>Investissements</b>	<b>Petites entreprises</b>	<b>Entreprises moyennes</b>	<b>Grandes entreprises</b>
<b>Aides environnementales en faveur des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables</b>	65 % des coûts éligibles	55 % des coûts éligibles	45 % des coûts éligibles
<b>Aides à l'acquisition de nouveaux véhicules de transport qui vont au-delà des normes communautaires ou qui augmentent le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires</b>	55 % des coûts éligibles	45 % des coûts éligibles	35 % des coûts éligibles
<b>Aides environnementales en faveur des investissements dans les économies d'énergie</b>	40 % des coûts éligibles	30 % des coûts éligibles	20 % des coûts éligibles
<b>Aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires</b>	55 % des coûts éligibles	45 % des coûts éligibles	35 % des coûts éligibles

### **3.6 – Différends et litiges**

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels survenant à l'occasion de l'exécution de la convention de financement et des dispositions qui lui sont applicables, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable au plus tard dans un délai de 6 mois.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

# **Annexe 1 – Politique d’investissement de l’ADEME**

## **Champ d’application**

L’ADEME a défini avec le Commissariat Général à l’Investissement la présente politique d’investissement, validée lors du Comité de Pilotage des Investissements d’Avenir de l’ADEME du 18 mars 2011.

Cette politique d’investissement de l’ADEME s’inscrit dans le cadre plus général de la politique d’investissement du Commissariat Général à l’Investissement.

Elle s’applique à l’ensemble des interventions en fonds propres et quasi fonds propres de l’ADEME réalisées dans le cadre des Investissements d’Avenir, à savoir les 4 programmes et actions définies dans les 4 conventions Etat-ADEME précédemment référencées.

En particulier, elle s’applique aux domaines traités dans les feuilles de route stratégiques de l’ADEME et dans les appels à manifestations d’intérêt (AMI) Investissements d’Avenir publiés par l’ADEME.

## **Caractéristiques**

Les sociétés ciblées doivent porter un projet innovant et/ou stratégique dans la perspective d’une économie durable et décarbonée. Les cibles sont des sociétés de projets, dédiées aux projets ciblés par l’ADEME, ou des entreprises de taille petite à moyenne, porteuse d’un projet ciblé par l’ADEME. Les cibles ne pourront être des sociétés cotées.

Les interventions en fonds propres et quasi fonds propres seront réalisées en tant qu’investisseur avisé. Au-delà des objectifs de rentabilité d’un investisseur avisé, les aspects sociaux et environnementaux sont également pris en compte. Ainsi, en tant qu’investisseur, l’ADEME est exigeante en matière de performance économique, de performance sociale et de performance environnementale.

L’ADEME se définit comme un investisseur de long terme et accompagnateur de partenaires privés. L’ADEME cherche systématiquement un positionnement d’actionnaire minoritaire et privilégie le co-investissement avec des acteurs privés. De plus, l’ADEME cherche un positionnement d’actionnaire significatif et participant au contrôle de la société cible. Enfin, l’ADEME n’a pas vocation à participer à la gestion de la société cible.

## **Résumé**

L’ADEME se définit comme un investisseur avisé, spécialiste de l’environnement et de l’énergie. Sa politique d’investissement est une politique :

- De long terme
- Ciblée sur les domaines d’intervention de l’ADEME et encadrées par ses feuilles de route stratégiques et ses appels à manifestations d’intérêt
- D’accompagnement
- Exigeante en terme de performance économique, sociale et environnementale

## Annexe 2 – Définition des PME

Catégories	Effectifs	Chiffre d'affaires	ou	Total du bilan
Petite entreprise	< 50	≤ 10 millions d'euros		≤ 10 millions d'euros
Entreprise moyenne	< 250	≤ 50 millions d'euros		≤ 43 millions d'euros

Des méthodes pour calculer les seuils financiers et les seuils relatifs aux effectifs ont été prévues afin d'obtenir une image plus réaliste de la situation économique d'une entreprise. A cette fin une distinction a été introduite par la recommandation de la Commission européenne du 6 mai 2003<sup>6</sup> entre différents types d'entreprise : autonome, partenaire et liée.

Extrait de la recommandation :

### TITRE I

#### **DÉFINITION DES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ADOPTÉE PAR LA COMMISSION**

##### *Article premier*

##### **Entreprise**

*Est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d'autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique.*

##### *Article 2*

##### **Effectif et seuils financiers définissant les catégories d'entreprises**

- 1. La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.*
- 2. Dans la catégorie des PME, une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros.*
- 3. Dans la catégorie des PME, une microentreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros.*

---

<sup>6</sup> Recommandation 2003/361/CE de la Commission, publiée au JOUE L 124 du 20 mai 2003

### Article 3

#### **Types d'entreprises pris en considération pour le calcul de l'effectif et des montants financiers**

1. Est une «entreprise autonome» toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire au sens du paragraphe 2 ou comme entreprise liée au sens du paragraphe 3.

2. Sont des «entreprises partenaires» toutes les entreprises qui ne sont pas qualifiées comme entreprises liées au sens du paragraphe 3 et entre lesquelles existe la relation suivante: une entreprise (entreprise en amont) détient, seule ou conjointement avec une ou plusieurs entreprises liées au sens du paragraphe 3, 25 % ou plus du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise (entreprise en aval).

Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome, donc n'ayant pas d'entreprises partenaires, même si le seuil de 25 % est atteint ou dépassé, lorsque l'on est en présence des catégories d'investisseurs suivants, et à la condition que ceux-ci ne soient pas, à titre individuel ou conjointement, liés au sens du paragraphe 3 avec l'entreprise concernée :

a) sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque (business angels) qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse, pourvu que le total de l'investissement desdits business angels dans une même entreprise n'excède pas 1 250 000 euros;

b) universités ou centres de recherche à but non lucratif;

c) investisseurs institutionnels y compris fonds de développement régional;

d) autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5 000 habitants.

3. Sont des «entreprises liées» les entreprises qui entretiennent entre elles l'une ou l'autre des relations suivantes :

a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;

b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;

c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;

d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Il y a présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante, dès lors que les investisseurs énoncés au paragraphe 2, deuxième alinéa, ne s'immiscent pas directement ou indirectement dans la gestion de l'entreprise considérée, sans préjudice des droits qu'ils détiennent en leur qualité d'actionnaires ou d'associés.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre des relations visées au premier alinéa à travers une ou plusieurs autres entreprises, ou avec des investisseurs visés au paragraphe 2, sont également considérées comme liées.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre de ces relations à travers une personne physique ou un groupe de personnes physiques agissant de concert, sont également considérées comme entreprises liées pour autant que ces entreprises exercent leurs activités ou une partie de leurs activités dans le même marché en cause ou dans des marchés contigus.

*Est considéré comme marché contigu le marché d'un produit ou service se situant directement en amont ou en aval du marché en cause.*

*4. Hormis les cas visés au paragraphe 2, deuxième alinéa, une entreprise ne peut pas être considérée comme une PME, si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.*

*5. Les entreprises peuvent établir une déclaration relative à leur qualification d'entreprise autonome, partenaire ou liée, ainsi qu'aux données relatives aux seuils énoncés dans l'article 2. Cette déclaration peut être établie même si la dispersion du capital ne permet pas de savoir précisément qui le détient, l'entreprise déclarant de bonne foi qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par des entreprises liées entre elles ou à travers des personnes physiques ou un groupe de personnes physiques. De telles déclarations sont effectuées sans préjudice des contrôles ou vérifications prévues par les réglementations nationales ou communautaires.*

#### *Article 4*

##### **Données à retenir pour le calcul de l'effectif et des montants financiers et période de référence**

*1. Les données retenues pour le calcul de l'effectif et des montants financiers sont celles afférentes au dernier exercice comptable clôturé et sont calculées sur une base annuelle. Elles sont prises en compte à partir de la date de clôture des comptes. Le montant du chiffre d'affaires retenu est calculé hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et hors autres droits ou taxes indirects.*

*2. Lorsqu'une entreprise, à la date de clôture des comptes, constate un dépassement dans un sens ou dans un autre et sur une base annuelle, des seuils de l'effectif ou des seuils financiers énoncés à l'article 2, cette circonstance ne lui fait acquérir ou perdre la qualité de moyenne, petite ou microentreprise que si ce dépassement se produit pour deux exercices consécutifs.*

*3. Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés, les données à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.*

#### *Article 5*

##### **L'effectif**

*L'effectif correspond au nombre d'unités de travail par année (UTA), c'est-à-dire au nombre de personnes ayant travaillé dans l'entreprise considérée ou pour le compte de cette entreprise à temps plein pendant toute l'année considérée. Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année, ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, ou le travail saisonnier, est compté comme fractions d'UTA. L'effectif est composé :*

*a) des salariés;*

*b) des personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national;*

*c) des propriétaires exploitants;*

*d) des associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers de la part de l'entreprise.*

*Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans l'effectif. La durée des congés de maternité ou congés parentaux n'est pas comptabilisée.*



## Article 6

### **Détermination des données de l'entreprise**

1. Dans le cas d'une entreprise autonome, la détermination des données, y compris l'effectif, s'effectue uniquement sur la base des comptes de cette entreprise.

2. Les données, y compris l'effectif, d'une entreprise ayant des entreprises partenaires ou liées, sont déterminées sur la base des comptes et autres données de l'entreprise, ou — s'ils existent — des comptes consolidés de l'entreprise, ou des comptes consolidés dans lesquels l'entreprise est reprise par consolidation.

Aux données visées au premier alinéa sont agrégées les données des éventuelles entreprises partenaires de l'entreprise considérée, situées immédiatement en amont ou en aval de celle-ci. L'agrégation est proportionnelle au pourcentage de participation au capital ou des droits de vote (le plus élevé de ces deux pourcentages). En cas de participation croisée, le plus élevé de ces pourcentages s'applique.

Aux données visées aux premier et deuxième alinéas sont ajoutées 100 % des données des éventuelles entreprises directement ou indirectement liées à l'entreprise considérée et qui n'ont pas déjà été reprises dans les comptes par consolidation.

3. Pour l'application du paragraphe 2, les données des entreprises partenaires de l'entreprise considérée résultent des comptes et autres données, consolidés s'ils existent, auxquelles sont ajoutées 100 % des données des entreprises liées à ces entreprises partenaires, sauf si leurs données ont été déjà reprises par consolidation.

Pour l'application du paragraphe 2, les données des entreprises liées à l'entreprise considérée, résultent de leurs comptes et autres données, consolidés s'ils existent. À celles-ci sont agrégées proportionnellement les données des éventuelles entreprises partenaires de ces entreprises liées, situées immédiatement en amont ou en aval de celles-ci, si elles n'ont pas déjà été reprises dans les comptes consolidés dans une proportion au moins équivalente au pourcentage défini au paragraphe 2, deuxième alinéa.

4. Lorsque les comptes consolidés ne font pas apparaître l'effectif d'une entreprise donnée, le calcul de celui-ci s'effectue en agréant de façon proportionnelle les données relatives aux entreprises avec lesquelles cette entreprise est partenaire, et par addition de celles relatives aux entreprises avec lesquelles elle est liée.